

## Généralités



Transparence:

**35** /100

(Score de l'indice sur le budget ouvert)



Participation du  
Public:

**17** /100



Contrôle  
Budgétaire:

**45** /100

## À propos de l'enquête

Les décisions budgétaires des gouvernements - quels impôts prélever? quels services fournir? quel niveau d'endettement assumer? - ont une incidence sur l'égalité d'une société et le bien-être de ses habitants, notamment sur la possibilité pour les plus défavorisés d'avoir de réelles chances d'avoir une vie meilleure. Il est essentiel que les pouvoirs publics informent et fassent participer le public à ces décisions vitales qui ont un impact sur leur vie.

L'Enquête sur le budget ouvert (EBO) est le seul instrument de recherche indépendant, comparatif et factuel au monde qui utilise des critères internationalement reconnus pour évaluer l'accès du public aux informations budgétaires du pouvoir central, les possibilités formelles pour le public de participer au processus budgétaire national et le rôle des institutions de contrôle budgétaire telles que le corps législatif et l'auditeur dans le processus budgétaire.

L'enquête aide la société civile locale à évaluer et à s'entretenir avec son gouvernement sur la déclaration et l'utilisation des fonds publics. Cette 7<sup>e</sup> édition de l'EBO couvre 117 pays.

Visitez le site <https://www.internationalbudget.org/open-budget-survey/> pour plus d'informations, notamment la méthodologie complète de l'EBO, le rapport mondial 2019, les résultats pour tous les pays étudiés et l'explorateur de données.

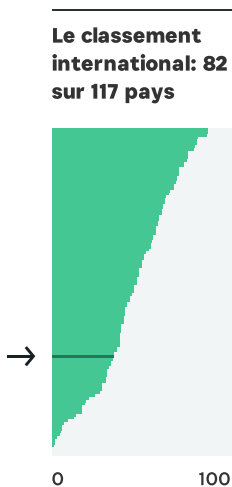


# Transparence

Cette partie de l'EBO mesure l'accès du public aux informations sur la façon dont le pouvoir central collecte et dépense les ressources publiques. Elle évalue la disponibilité en ligne, la disponibilité à temps et l'exhaustivité de huit documents budgétaires clés en utilisant 109 indicateurs pondérés de manière égale et note chaque pays sur une échelle de 0 à 100. Un score de transparence de 61 ou plus indique qu'un pays est susceptible de publier suffisamment de documents pour favoriser un débat public informé sur le budget.

La Tunisie a un score de transparence de **35** (sur 100).

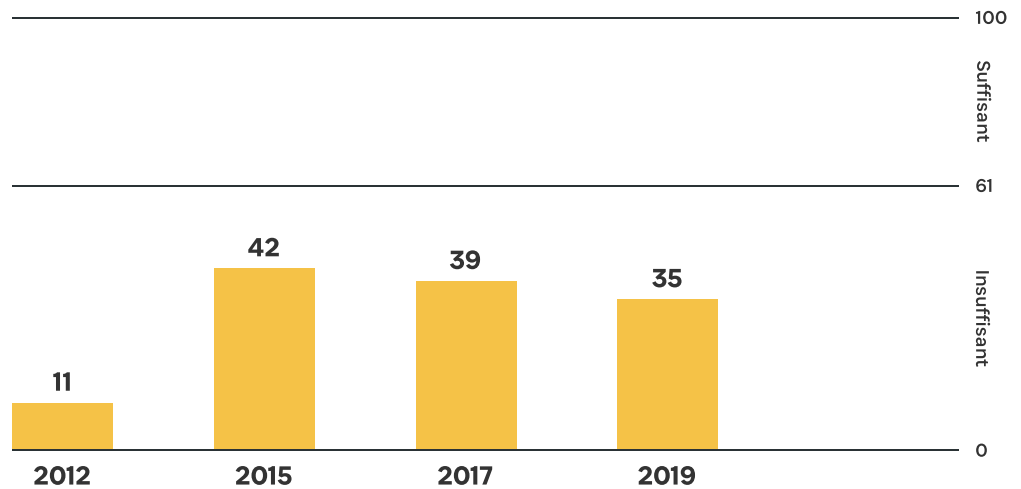
## Tunisie: La transparence par rapport aux autres



Moyenne mondiale	45
Jordan	61
Egypt	43
Maroc	43
Tunisie	35
Saudi Arabia	18
Iraq	9
Liban	6
Algérie	2
Sudan	2
Qatar	1
Yemen	0

0 Insuffisant 61 Suffisant 100

## Tunisie: Comment le score de transparence a-t-il évolué dans le temps ?



## Tunisie: Disponibilité publique des documents budgétaires

- Accessible au public
- Publié en retard, ou non publié en ligne, ou produit pour usage interne uniquement
- ⊘ Non produit

Document	2012	2015	2017	2019
Rapport préalable au budget	⊘	⊘	⊘	⊘
Projet de budget de l'exécutif	●	●	●	●
Budget approuvé	●	●	●	●
Budget des citoyens	⊘	●	●	●
Rapports en cours d'année	●	●	●	●
Revue de milieu d'année	⊘	⊘	⊘	⊘
Rapport de fin d'année	●	●	●	●
Rapport d'audit	●	⊘	●	●

## Tunisie: Quel est le degré d'exhaustivité du contenu des principaux documents budgétaires qui sont mis à la disposition du public ?

- 61-100 / 100
- 41-60 / 100
- 1-40 / 100

Principaux documents budgétaires	Objectif et contenu des documents	Exercice budgétaire évalué	Note pour le contenu des documents
Rapport préalable au budget	Expose les paramètres généraux des politiques budgétaires avant le projet de budget de l'exécutif; présente les prévisions économiques, ainsi que les recettes, les dépenses et la dette prévues du gouvernement.	2019	Non produit
Projet de budget de l'exécutif	Soumis par l'Exécutif au Législatif pour approbation; détaille les sources de revenus, les allocations aux ministères, les changements de politique proposés, et d'autres informations importantes pour comprendre la situation budgétaire du pays.	2019	39
Budget approuvé	Le budget qui a été approuvé par le corps législatif.	2018	72
Budget des citoyens	Une version plus simple et moins technique du projet de budget ou du budget approuvé de l'Exécutif, conçue pour transmettre les informations essentielles au public	2018	42
Rapports en cours d'année	Inclure des informations sur les recettes réelles perçues, les dépenses réelles effectuées et les dettes contractées à différents intervalles ; publiées trimestriellement ou mensuellement.	2018	67
Revue de milieu d'année	Une mise à jour complète de l'exécution du budget à partir du milieu de l'exercice budgétaire; comprend un examen des hypothèses économiques et une prévision actualisée des résultats budgétaires.	2018	Non produit
Rapport de fin d'année	Décrit la position des comptes du gouvernement à la fin d'année budgétaire et, idéalement, une évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs politiques du budget.	2017	36
Rapport d'audit	Publié par l'institution supérieure de contrôle des finances publiques, ce document examine la solidité et l'exhaustivité des comptes de fin d'année du gouvernement.	2016	Publié avec retard

Le score de transparence de la Tunisie de 35 dans l'EBO 2019 est proche par rapport à son score de 2017.

## **Recommandations**

La Tunisie devrait donner la priorité aux actions suivantes pour améliorer la transparence budgétaire :

- Publication en ligne du Rapport d'audit dans les délais.
- Produire et publier en ligne le rapport préalable au budget et la revue de milieu d'année dans les délais.
- Inclure des informations supplémentaires sur les risques budgétaires et les dépenses (par exemple, des données sur les dépenses pour les années antérieures à l'exercice budgétaire) dans le Projet de budget de l'exécutif.
- Inclure dans le rapport de fin d'année des informations sur les résultats des politiques ainsi que des données supplémentaires sur les dépenses (par exemple, les estimations de dépenses pour les programmes respectifs).
- Améliorer l'exhaustivité du Budget des citoyens (BC) par : la diffusion du BC par des moyens de diffusion supplémentaires, la mise en place de mécanismes accessibles pour identifier les besoins du public en matière d'informations budgétaires dans le BC ; et la publication des BC pour les étapes supplémentaires du processus budgétaire.



# Participation du public

La transparence à elle seule ne suffit pas à améliorer la gouvernance. Une participation du public inclusive est essentielle pour obtenir les résultats positifs associés à une plus grande transparence budgétaire.

L'EBO évalue également les possibilités formelles offertes au public pour une participation significative aux différentes étapes du processus budgétaire. Elle examine les pratiques de l'Exécutif, du Législatif et de l'Institution Supérieure de Contrôle des finances publiques (ISC) du pouvoir central à l'aide de 18 indicateurs à pondération égale, alignés sur les principes de participation du public à la politique budgétaire ([Principles of Public Participation in Fiscal Policy](#) ↗) de l'Initiative Mondiale pour la Transparence Budgétaire, et attribue à chaque pays une note sur une échelle de 0 à 100.

La note de la Tunisie pour la participation du public est de 17 (sur 100).

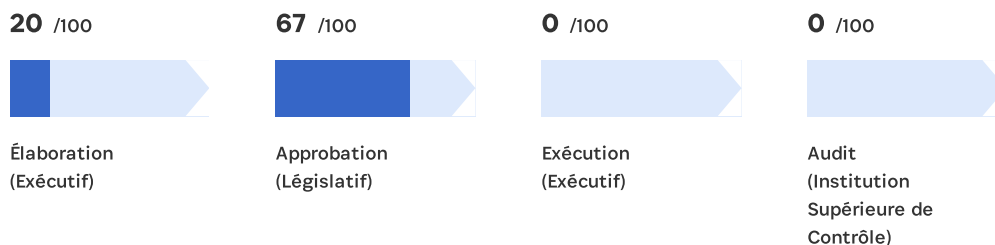
## Tunisie: La participation du public par rapport aux autres

Moyenne mondiale	14
Tunisie	17
Egypt	15
Jordan	7
Maroc	6
Algérie	0
Iraq	0
Liban	0
Qatar	0
Saudi Arabia	0
Sudan	0
Yemen	0

0                          Insuffisant                          61                          Suffisant                          100

Pour plus d'informations sur les bonnes pratiques en matière de participation du public a travers le monde entier, veuillez consulter [ici](#) ↗.

## Étendue des opportunités de participation du public au processus budgétaire



peu: 0 - 40; limité: 41 - 60; suffisant: 61 - 100

### Recommandations

Le Ministère des Finances de la Tunisie a mis en place délibérations prébudgétaires pendant l'élaboration du budget mais, pour renforcer davantage la participation du public au processus budgétaire, la priorité devrait également être accordée aux actions suivantes :

- Mécanismes pilotes pour le suivi de l'exécution budgétaire
- Élargir les mécanismes durant l'élaboration du budget qui associent toute organisation de la société civile ou tout membre du public qui souhaite y participer.
- Faire participer activement les communautés vulnérables et sous-représentées, soit directement ou par l'intermédiaire des organisations de la société civile qui les représentent

L'Assemblée des Représentants du Peuple de la Tunisie a mis en place audiences publiques pour l'approbation du budget annuel, mais devrait également accorder la priorité aux actions suivantes :

- Permettre à tout membre du public ou à toute organisation de la société civile de témoigner lors des débats sur la proposition de budget avant son approbation.
- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur le rapport d'audit

La Cour des Comptes de la Tunisie devrait accorder la priorité aux actions suivantes pour améliorer la participation du public au processus budgétaire:

- Mettre en place des mécanismes formels permettant au public de l'aider à développer son programme d'audit et de contribuer aux enquêtes d'audit nécessaires.



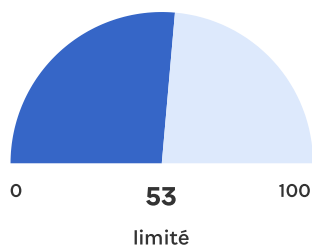


# Contrôle budgétaire

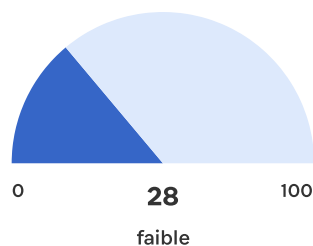
L'EBO examine également le rôle que jouent les législatures et les institutions supérieures de contrôle (ISC) dans le processus budgétaire et la mesure dans laquelle elles assurent le contrôle; chaque pays est noté sur une échelle de 0 à 100 sur la base de 18 indicateurs pondérés de manière égale. En outre, l'enquête recueille des informations supplémentaires sur les institutions budgétaires indépendantes (voir encadré).

The legislature and supreme audit institution in Tunisie, together, provide limited oversight during the budget process, with a composite oversight score of **45** (out of 100). Taken individually, the extent of each institution's oversight is shown below:

## Contrôle parlementaire



## Contrôle de l'ISC



faible: 0 - 40; limité: 41 - 60; suffisant: 61 - 100

## Recommandations

L'Assemblée des Représentants du Peuple de la Tunisie assure le contrôle suffisant pendant la phase de planification du cycle budgétaire et un contrôle faible pendant la phase d'exécution. Pour améliorer le contrôle budgétaire, les actions suivantes doivent être prioritaires :

- Une commission parlementaire doit examiner l'exécution du budget en cours d'exercice et publier des rapports avec ses conclusions en ligne.
- Dans la pratique, veiller à ce que le pouvoir législatif soit consulté avant que l'Exécutif ne transfère des fonds entre les unités administratives spécifiées dans le budget adopté au cours de l'exercice budgétaire, ne dépense des recettes imprévues ou ne réduise les dépenses en raison d'un déficit de recettes.

Pour renforcer l'indépendance et améliorer le contrôle par la Cour des Comptes de la Tunisie, les actions suivantes sont recommandées :

- Exiger une approbation parlementaire ou judiciaire pour nommer et révoquer le chef de l'institution supérieure de contrôle des finances publiques.
- Veiller à ce que l'institution supérieure de contrôle dispose d'un financement adéquat pour remplir ses fonctions telles que déterminées par un organe indépendant (par exemple, le pouvoir législatif ou judiciaire).
- Veiller à ce que les processus d'audit soient examinés par une agence indépendante.

### **La pratique émergente consistant à créer des institutions budgétaires indépendantes**

La Tunisie ne dispose pas d'une institution budgétaire indépendante (IBI). Les IBI sont de plus en plus reconnues comme de précieuses sources d'informations indépendantes et non partisans pour l'Exécutif et/ou le Parlement pendant le processus budgétaire.

*\*Ces indicateurs ne sont pas notés dans l'enquête sur le budget ouvert.*

# Méthodologie

---

- Seuls les documents publiés et les événements, activités ou développements qui ont eu lieu jusqu'au 31 décembre 2018 ont été évalués dans l'EBO 2019.
- L'enquête est basée sur un questionnaire rempli dans chaque pays par un expert indépendant sur les questions budgétaires:

Karim Trabelsi

Consultant

32, Rue Jallouli Fares, Ennasr 1, Ariana, Tunisia, 2037

krimtrabelsi@gmail.com

- Pour renforcer davantage la recherche, le projet de questionnaire de chaque pays est également examiné par un expert indépendant anonyme, et en Tunisie par un représentant du Ministère des Finances.